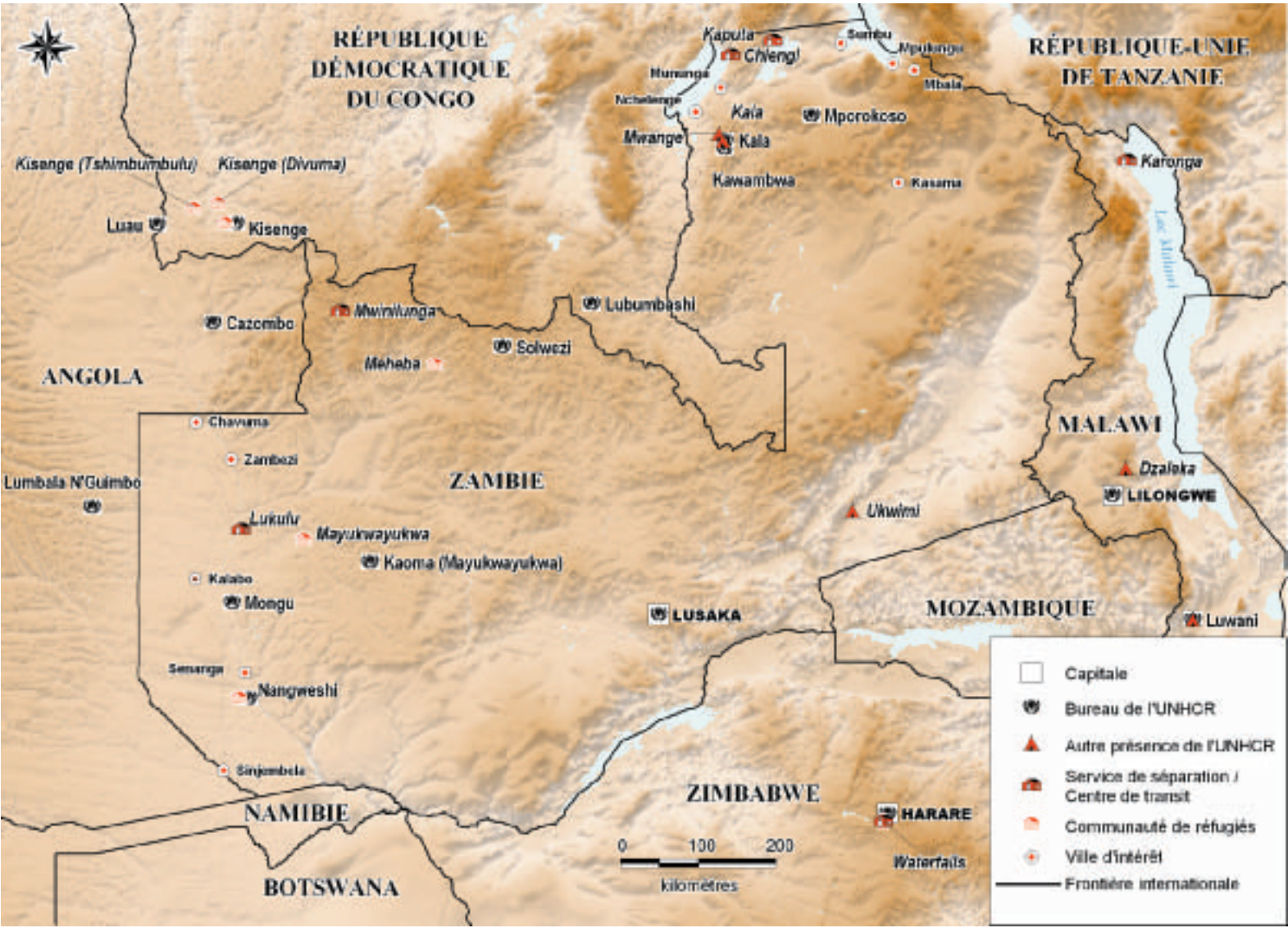


Zambie



Objectifs principaux

- Aider au rapatriement des quelque 29 386 réfugiés angolais hébergés dans des camps et assister les 30 000 autres qui se sont installés spontanément ; aider le Gouvernement zambien à assurer l’examen et la sélection de ces derniers.
- Promouvoir le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais et burundais.
- Continuer à offrir une protection et une assistance matérielle élémentaire, tout en recherchant activement des solutions durables au sort des réfugiés restants, qu’ils soient originaires de la République démocratique du Congo (RDC), de l’Angola, du Burundi, du Rwanda ou d’ailleurs.
- Promouvoir l’implication des donateurs et des partenaires dans le développement des communautés d’accueil des réfugiés, en élargissant la portée de l’Initiative Zambie.
- Afin de faciliter l’intégration sur place des réfugiés angolais qui choisissent de rester, plaider en faveur de réformes légales leur permettant

d’obtenir le statut de résident permanent et, à terme, la naturalisation.

- Soutenir les efforts du Gouvernement zambien pour assurer une coordination efficace des affaires liées aux réfugiés ainsi qu’une bonne sécurité dans les camps et aux alentours.

Chiffres prévisionnels		
Population	Janv. 2005	Déc. 2005
Autres personnes relevant de la compétence de l’UNHCR	65 127	30 827
RDC (réfugiés)	47 605	28 605
Angola (réfugiés)	29 386	9 386
Rwanda (réfugiés)	4 247	2 097
Autres réfugiés	3 065	2 185
Demandeurs d’asile	200	100
Total	149 630	73 200

Total des besoins : 13 198 251 dollars E.-U.

Contexte

Faits nouveaux

En 2004, l'UNHCR a continué à rechercher activement des solutions durables au sort des réfugiés angolais en procédant à leur rapatriement librement consenti. Dès la fin de la saison des pluies en juillet 2004, les rapatriements terrestres vers l'Angola ont repris en direction des zones accessibles. En août, l'UNHCR et ses partenaires avaient rapatrié au total 26 000 Angolais (18 000 en 2003 et 8 000 en 2004). De plus, l'Organisation a mis en place en septembre un pont aérien destiné à accélérer l'opération. Fin 2004, quelque 33 000 Angolais avaient été rapatriés par voie terrestre et aérienne.

En RDC, la constitution d'un Gouvernement d'unité nationale a suscité des espoirs quant au rétablissement d'une paix, d'une stabilité et d'une sécurité durables. Cependant, la situation demeurée instable dans l'est du pays a contraint les réfugiés congolais à chercher asile en Zambie et a découragé les rapatriements.

L'UNHCR et le Gouvernement zambien ont continué à promouvoir les rapatriements vers le Rwanda. En dépit des campagnes d'information destinées à sensibiliser les réfugiés rwandais à l'adoption d'une constitution inclusive et au déroulement pacifique des élections présidentielles, ceux-ci se montrent toujours réticents à rentrer dans leur pays. Lors de la rédaction du présent Appel, seuls 26 réfugiés rwandais avaient été rapatriés depuis le début 2004.

Le Gouvernement zambien maintient sa politique d'ouverture à l'égard des nouveaux arrivants et entretient d'excellentes relations de travail avec l'UNHCR et les autres organisations humanitaires.

L'UNHCR a renforcé ses programmes de prévention du VIH/SIDA et de soins et de soutien aux malades, en mettant plus particulièrement l'accent sur l'opération de rapatriement vers l'Angola. En 2004, les deux camps situés au nord, qui abritent au total plus de 50 000 réfugiés congolais, ont été inclus dans l'étude nationale sur la prévalence du VIH. Les résultats de cette étude permettront au Gouvernement et à l'UNHCR de mieux anticiper et mesurer l'impact des programmes de lutte contre le VIH/SIDA mis en œuvre en 2005.

Contraintes

En Angola, la médiocrité des infrastructures — en particulier le mauvais état des routes d'accès et la capacité d'absorption limitée des zones de retour — continue à engendrer des difficultés de réintégration pour les réfugiés rapatriés de Zambie. Dans les principales provinces de retour, très peu de routes, d'écoles et d'installations sanitaires sont en bon état.

Beaucoup de réfugiés angolais vivent en Zambie depuis plus de 20 ans et se sont partiellement intégrés à la population locale. Cependant, la loi sur les réfugiés datant de 1970 est dépassée et ne fournit pas de cadre légal pour l'intégration des réfugiés au sein des communautés locales. Une révision de la législation actuelle est indispensable pour répondre à la demande croissante et pour permettre l'intégration durable (par le biais de la naturalisation) des réfugiés angolais ou autres qui décident de s'installer définitivement en Zambie.

La situation économique actuelle de la Zambie, en particulier dans les zones urbaines, engendre une série d'obstacles à l'intégration des réfugiés qualifiés. Les possibilités d'emploi sont rares et les services sociaux, éducatifs et médicaux sont limités. En outre, les initiatives favorisant l'autoprise en charge des réfugiés les plus vulnérables (telles que les crédits d'aide à la création de petites entreprises) n'ont pas la tâche facile.

L'accès aux terres agricoles étant limité pour les réfugiés implantés dans le nord de la Zambie, les ressortissants congolais qui s'y trouvent dépendent entièrement de l'assistance humanitaire. Le Gouvernement pourrait mettre un terme à cette dépendance en mettant plus de terres à leur disposition dans le nord du pays.

Du fait de l'insécurité qui règne en RDC, les réfugiés ont continué d'affluer vers la Zambie. Dans l'éventualité d'un rapatriement, la présence d'engins non explosés et le mauvais état des routes en RDC rendront difficile l'accès aux zones de retour.

Dans la plupart des bureaux extérieurs de l'UNHCR en Zambie, les équipements de télécommunication sont loin d'être parfaits. L'accès aux camps est extrêmement difficile durant la saison des pluies, ce qui nécessite la constitution de stocks de vivres, d'articles non alimentaires, de carburant et autres produits de première nécessité.

Stratégie

Protection et solutions

En étroite coordination avec le Gouvernement, les institutions des Nations Unies et les ONG, l'UNHCR encouragera le rapatriement librement consenti des Angolais et des Rwandais. L'Organisation étudiera également les solutions de remplacement qui s'offrent pour remédier durablement au sort des autres réfugiés. Le Gouvernement zambien, en particulier le Commissariat aux réfugiés du ministère des Affaires intérieures, s'est longuement penché sur la gestion des différentes situations dans lesquelles se trouvent les réfugiés. La Zambie constitue à bien des égards un pays modèle en matière de respect de la Convention de 1951 et du droit international des réfugiés, puisqu'elle a ouvert ses frontières aux ressortissants de tous les pays voisins. Néanmoins, le Gouvernement doit encore lever les contraintes législatives qui ont un impact direct sur la situation des réfugiés, à savoir les réserves aux Articles 26 et 27 de la Convention de 1951, qui portent sur la liberté de mouvement et le droit au travail. L'UNHCR espère donc qu'un nouveau projet de loi sera à nouveau soumis au Parlement en 2005 ou 2006, afin de permettre l'intégration des réfugiés par le biais de mécanismes tels que l'Initiative Zambie une fois les rapatriements achevés.

L'UNHCR continuera à appuyer les organismes gouvernementaux chargés de l'application de la loi afin d'assurer la sécurité dans les zones d'opération, et notamment le déploiement d'un personnel de sécurité suffisant dans les camps/zones d'installation et aux alentours. La police sera encouragée à affecter plus d'agents de sexe féminin dans les camps et les zones d'installation, afin d'améliorer la protection des femmes. En outre, l'UNHCR contribuera à la lutte contre le VIH/SIDA, les autres MST et la violence sexuelle ou liée à l'appartenance sexuelle par diverses formes d'interventions telles que la sensibilisation.

L'UNHCR continuera à organiser des campagnes d'information, des visites de repérage dans un sens et des visites de compte rendu dans l'autre sens, afin de promouvoir le rapatriement librement consenti des Rwandais et, si les conditions le permettent, des réfugiés burundais.

L'Organisation tentera d'obtenir la réinstallation des réfugiés qui en ont le plus besoin, tels que les victimes de violences et de tortures, les patients

nécessitant des soins médicaux vitaux, les femmes vulnérables, les individus bénéficiant du regroupement familial et/ou les personnes n'ayant aucune perspective d'intégration sur place.

L'État se chargera du recensement et de l'émission de cartes d'identité aux réfugiés reconnus comme tels. En dispensant des formations, du matériel et d'autres formes de soutien, l'UNHCR aidera le Gouvernement à assumer l'entière responsabilité des systèmes de recensement et de détermination du statut de réfugié. Par ailleurs, l'Organisation veillera à ce que les personnes relevant de sa compétence soient traitées conformément aux normes internationales, en luttant notamment contre les arrestations abusives et les mises en détention. Enfin, elle fera pression sur les autorités compétentes afin d'obtenir la liberté de mouvement pour les réfugiés et l'accès à l'emploi dans les zones urbaines.

Selon les estimations gouvernementales, environ 30 000 Angolais se sont spontanément installés dans les provinces de l'ouest et du nord-ouest de la Zambie. L'UNHCR aidera donc les autorités à assurer l'examen et la sélection de ces réfugiés.

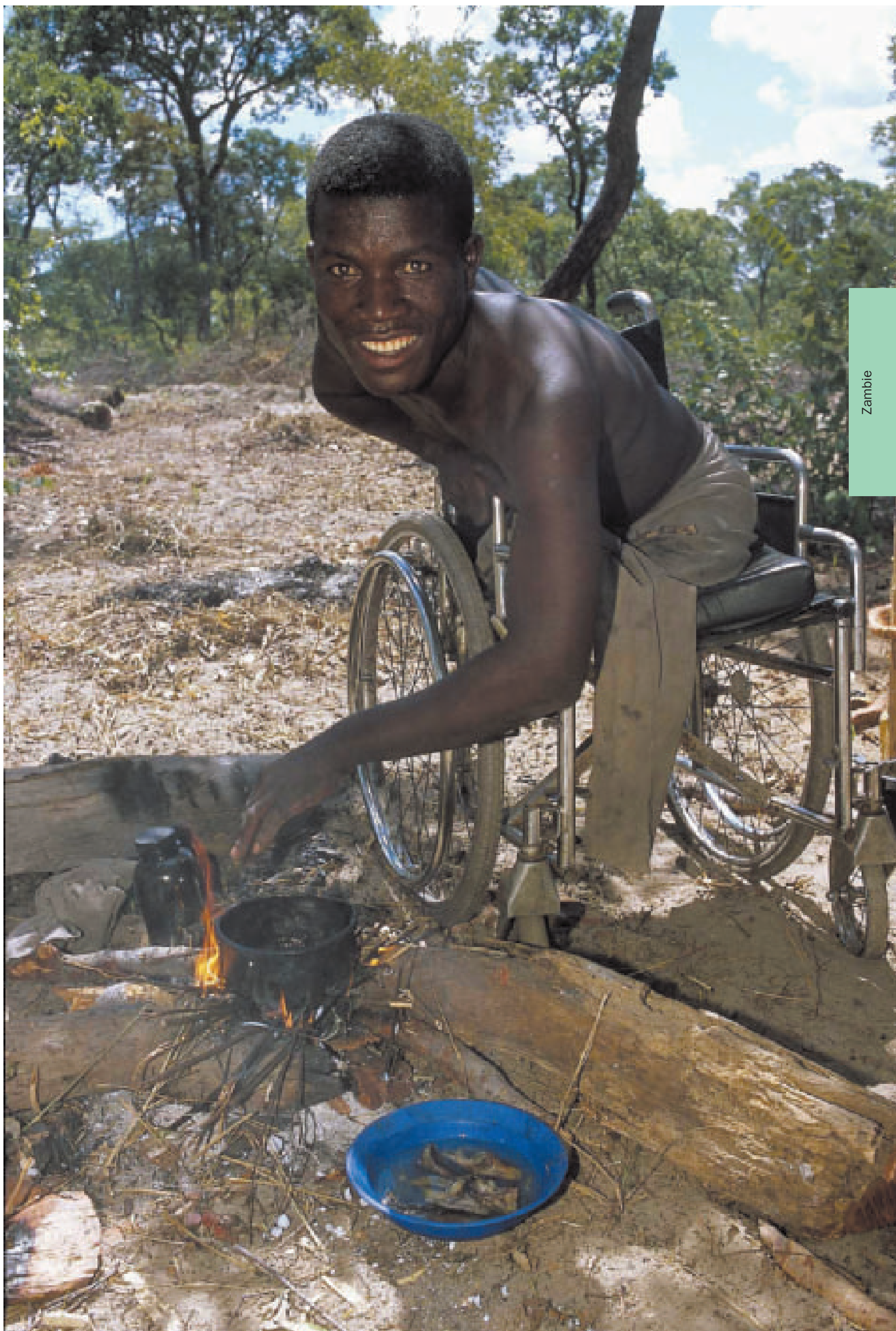
L'UNHCR continuera également à prodiguer une assistance juridique aux réfugiés urbains, tandis que ses partenaires fourniront une assistance matérielle limitée aux réfugiés en transit et aux individus les plus vulnérables.

Assistance

En 2005, l'UNHCR prodiguera une assistance humanitaire destinée à améliorer les mécanismes de survie et à renforcer l'autonomie des réfugiés, en particulier des groupes les plus vulnérables. L'Organisation entend porter assistance à une population de près de 150 000 personnes.

Cette assistance sera axée sur les besoins prioritaires des réfugiés, de manière à promouvoir leur autosuffisance. Dans ce but, l'UNHCR renforcera le rôle des groupes de travail et des groupes d'autoprise en charge dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'éducation, les soins de santé et les activités génératrices de revenus bénéfiques pour l'environnement.

Dans les camps abritant les réfugiés angolais, les services gouvernementaux compétents seront



Zambie

Un réfugié angolais handicapé prépare son déjeuner au camp de Nangweshi. *UNHCR / L. Taylor*

encouragés à prendre progressivement en charge les prestations essentielles, telles que les soins de santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau. En outre, les réfugiés auront peu à peu accès aux services sociaux nationaux, ce qui facilitera l'arrêt progressif de l'assistance internationale.

Dans le cadre de partenariats à long terme, l'UNHCR encouragera les acteurs du développement, tels que le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et les donateurs bilatéraux, à mettre sur pied des projets par le biais de l'Initiative Zambie (IZ). Des formations et un échange d'expériences précéderont la réorientation de l'IZ, qui conduira à la rationalisation des arrangements et des politiques de mise en œuvre, ainsi qu'à la formulation de plans de travail collectifs. L'IZ sera également reliée aux programmes de rapatriement et de réintégration des réfugiés angolais.

Si les réfugiés congolais sont rapatriés en nombre suffisant, les programmes d'assistance sous forme de soins et d'entretien seront réduits et mettront de plus en plus l'accent sur une approche communautaire de l'aide aux plus vulnérables. Les opérations de recensement de la population des camps prévues en 2004 devraient permettre de collecter des données démographiques telles que l'appartenance ethnique, la zone de retour et les besoins spécifiques.

Les activités agricoles seront réorientées en fonction des rapatriements prévus. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des réfugiés, afin de les doter de connaissances et de compétences utiles à leur retour dans leur pays. Certaines interventions viseront également à remédier aux atteintes environnementales ou à prévenir les dégâts potentiels. Si l'opération de rapatriement en cours est couronnée de succès, elle entraînera une diminution progressive des activités de construction ; néanmoins, un développement limité des infrastructures sera maintenu afin de faciliter les rapatriements.

L'Initiative Zambie mettra de plus en plus l'accent sur l'inclusion des réfugiés dans le programme de développement rural du Gouvernement. L'IZ s'est avérée très efficace pour inciter les autres partenaires à répondre aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil en matière de développement et de réduction de la pauvreté. Le rôle de l'UNHCR consistera de plus en plus à faciliter la prise en charge de l'infrastructure sociale viable des camps par les ministères compétents, ainsi qu'à réhabiliter l'environnement à l'intérieur et aux alentours des camps.

Effet escompté

Les programmes d'assistance actuellement mis en œuvre pour les réfugiés angolais seront progressivement supprimés en 2005-2006, à mesure que progressera leur rapatriement organisé et que s'amélioreront les perspectives socio-économiques d'intégration pour ceux qui souhaitent s'installer définitivement en Zambie.

Si conditions s'améliorent en RDC et rendent le rapatriement possible en 2005, l'UNHCR encouragera le rapatriement des réfugiés congolais. Les perspectives d'intégration sur place sont un peu plus encourageantes pour les réfugiés ruraux que pour leurs homologues urbains. Néanmoins, ces perspectives sont affaiblies par l'absence de législation favorable autorisant les réfugiés à obtenir le statut de résident permanent ou la naturalisation, ainsi que par l'accès limité aux terres agricoles dans le voisinage des camps de réfugiés congolais.

À mesure que progresseront les rapatriements librement consentis vers l'Angola et la RDC, l'UNHCR intensifiera ses efforts proactifs afin de trouver des solutions durables permettant de bâtir un avenir viable pour les réfugiés désireux de s'installer définitivement en Zambie.

Compte tenu de l'histoire complexe des réfugiés urbains installés en Zambie (en particulier des Rwandais) et des perspectives de rapatriement extrêmement limitées pour nombre d'entre eux, l'UNHCR poursuivra en 2005 ses activités d'assistance en faveur d'un certain nombre de réfugiés, notamment urbains.

Organisation et mise en œuvre

Structure de gestion

En 2005, l'UNHCR emploiera 126 personnes en Zambie : 26 fonctionnaires internationaux, trois administrateurs auxiliaires, dix VNU et 87 collaborateurs nationaux.

Coordination

L'UNHCR coopère étroitement avec plusieurs partenaires d'exécution, parmi lesquels des services

gouvernementaux, des institutions des Nations Unies et des ONG. Les autres structures impliquées sont le PAM, l’OIM, le CICR, l’UNFPA, l’UNICEF et le Centre zambien de sensibilisation aux dangers des mines. Dans le cadre de l’IZ, la coopération avec les organismes de développement bilatéraux et multilatéraux sera encore renforcée, tant à Lusaka que sur le terrain.

Bureaux
Lusaka Kala Kaoma Kawambwa Mongu Mporokoso Nangweshi Solwezi
Partenaires
Organismes gouvernementaux Département de l’Eau Ministère de la Santé Ministère de l’Intérieur

ONG <i>Africa Aktion Hilfe</i> Africa Humanitarian Action <i>Africare</i> Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens <i>Christian Outreach Relief and Development</i> Fédération luthérienne mondiale Hodi Société zambienne de la Croix-Rouge Vision mondiale – International
Autres Agences de l’ONU FAO FICR OIM PAM UNESCO UNFPA UNICEF

Zambie

Budget (dollars E.-U.)	
Activités et services	Programme annuel
Protection, suivi et coordination	3 551 744
Abris / autres infrastructures	270 097
Activités génératrices de revenus	55 145
Appui opérationnel (aux partenaires)	2 047 488
Assainissement	48 221
Assistance juridique	779 611
Besoins domestiques	288 867
Eau	188 799
Education	593 124
Production vivrière	174 712
Santé	890 981
Services communautaires	239 005
Sylviculture	151 766
Transport / logistique	1 264 288
Total des opérations	10 543 848
Appui au programme	2 654 403
Total	13 198 251